BDC

L'entrepreneur d'abord

2013

Premier trimestre

RAPPORT FINANCIER

30 juin 2012

Canada

SOMMAIRE

L'économie mondiale s'est affaiblie pendant le trimestre. La zone euro est en récession et est encore à la recherche de moyens pour résoudre la crise de la dette. La croissance ralentit en Chine et dans d'autres économies émergentes, tandis que l'économie américaine poursuit son expansion, mais à un rythme plus lent. Bien que la situation économique mondiale pèse sur l'activité économique au Canada, la consommation et les investissements des entreprises favorisent une croissance modérée au pays.

Dans ce contexte, les conditions de crédit sont demeurées favorables pour les entreprises canadiennes. La croissance du crédit aux entreprises, en particulier à court terme, a été solide au cours des derniers mois, en phase avec la croissance actuelle des investissements des entreprises au Canada. L'investissement dans la construction d'immeubles commerciaux s'est accru de 2,3 % pendant le trimestre, tandis que les investissements industriels ont crû de 6,2 %. Une hausse des investissements dans la machinerie et l'équipement est aussi attendue pour la période.

Au premier trimestre de l'exercice 2013, BDC affiche un bénéfice net consolidé de 111 millions de dollars[1], comparativement à 176 millions de dollars[1] pour la même période l'an dernier. Compte tenu des renversements de pertes de valeur collectives sur prêts de 65 millions de dollars l'exercice précédent, le bénéfice net pour le trimestre a été semblable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le résultat global total consolidé pour le trimestre s'élève à 40 millions de dollars, comparativement à 128 millions de dollars pour la même période l'an

Tenant compte de la performance de l'exercice 2012, BDC a effectué au premier trimestre un versement de dividendes sur les actions ordinaires de 68,6 millions de dollars à son actionnaire unique, le gouvernement du Canada.

Le soutien des petites et moyennes entreprises est demeuré une priorité, comme en témoigne le niveau d'activité accru de BDC Financement. Les clients ont en effet accepté des prêts de 1,0 milliard de dollars au cours du trimestre, comparativement à 831 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

Au 30 juin 2012, le portefeuille de prêts de BDC Financement[2], avant provision cumulée pour pertes sur prêts, s'établit à 15,6 milliards de dollars, en hausse de 1,5 % par rapport au 31 mars 2012.

Face à certains des problèmes de productivité au Canada, BDC a facilité l'obtention par les petites et moyennes entreprises (PME) de l'équipement dont elles ont besoin : la nouvelle marge pour équipement préapprouvée permet aux clients d'effectuer des achats d'équipement sur une période de 12 mois selon des modalités garanties. Les clients peuvent bénéficier d'un pourcentage élevé de financement du coût d'équipement neuf ou d'occasion en plus de la possibilité d'obtenir un financement supplémentaire pour les dépenses connexes relatives à l'expédition, à l'installation et à la formation.

Parmi les faits saillants au sein de nos autres secteurs d'activité, notons que BDC Financement subordonné a soutenu un plus grand nombre d'entreprises au cours du premier trimestre de l'exercice 2013,

---

[1] Comprend un bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle de 0,2 million de dollars et 1,8 million de dollars pour les exercices 2013 et 2012, respectivement.

[2] À moins d'indication contraire, BDC Financement exclut BDC Financement subordonné.

La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État qui appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Nous avons pour mission de favoriser la création et le développement des entreprises canadiennes en leur offrant du financement, du capital de risque et des services de consultation avec une attention particulière sur les PME.

Quand ils ont du succès, les entrepreneurs canadiens apportent une contribution inestimable à l'économie canadienne. Il est dans notre intérêt national de les appuyer.

les clients ayant accepté 53,6 millions de dollars de financement, soit une hausse de 63 % par rapport à 32,8 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Cette hausse témoigne d'une offre plus large destinée à combler les lacunes du marché.

BDC Capital de risque a autorisé 35,4 millions de dollars d'investissements au premier trimestre, comparativement à 19,4 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse considérable traduit la nécessité pour BDC d'être active dans ce marché en raison de la pénurie de capitaux.

BDC Capital de risque a engagé 6 millions de dollars pour les nouveaux entrepreneurs canadiens en technologie en émettant des billets convertibles sur deux ans à l'intention de diplômés de FounderFuel, un accélérateur d'entreprises en démarrage établi à Montréal. Une quarantaine de jeunes entreprises de partout au pays actives dans les domaines du Web, des médias mobiles, des logiciels-services (SaaS) et des jeux seront admissibles chacune à un billet convertible de 150 000 $ de BDC si elles réussissent le « camp d'entraînement » de FounderFuel. Ce camp axé sur le mentorat dure 12 semaines. Cet investissement s'inscrit dans l'engagement plus vaste de BDC Capital de risque à l'égard des programmes accélérateurs à l'échelle du pays, un élément clé de sa stratégie visant à appuyer les nouvelles entreprises de technologie au stade où elles sont le plus fragiles.

BDC Consultation a entrepris 507 nouveaux mandats au cours du premier trimestre, comparativement à 520 pour la même période l'an dernier. BDC s'emploie à offrir des conseils abordables afin d'aider les entrepreneurs à rendre leurs entreprises plus compétitives. Afin d'améliorer ces services, nous procédons actuellement à un examen pour déterminer quels sont les services de consultation les plus utiles aux entrepreneurs et de quelle façon la qualité et l'efficacité de nos services peuvent être rehaussées. Cet examen devrait être achevé avant la fin de l'exercice 2013.

Au 30 juin 2012, les titres adossés à des créances mobilières totalisaient 672 millions de dollars, comparativement à 763 millions de dollars au 31 mars 2012. La baisse s'explique principalement par des remboursements de 143 millions de dollars, contrebalancés par des investissements de 54 millions de dollars dans les titres adossés à des créances mobilières.

L'incidence des technologies de l'information et des communications (TIC) sur la productivité, la capacité d'innover et la compétitivité des PME retient de plus en plus l'attention. L'accès au financement demeure le principal obstacle empêchant les entrepreneurs d'utiliser davantage les TIC : ils doivent habituellement compter sur du financement à court terme, ce qui réduit leur fonds de roulement. Afin d'aider les entreprises à investir dans ce secteur, BDC a récemment fait équipe avec les *Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)* et les *Centres d'aide aux entreprise (CAE)* en vue d'offrir un nouveau produit de financement qui permettra aux entrepreneurs de rembourser les prêts à moyen terme, ce qui allégera la pression sur leur fonds de roulement et leur donnera la possibilité de s'acquitter d'autres obligations financières.

Pendant le trimestre, BDC a organisé son premier concours en ligne Prix jeune entrepreneur. Le public a voté pour choisir le gagnant du Grand prix innovation de 100 000 $ parmi huit finalistes. Le projet d'innovation gagnant a été présenté par *Two If By Sea Café*. L'entreprise de la Nouvelle-Écosse a reçu plus de 50 000 votes en ligne. *Lee's Music* de Kamloops, en Colombie-Britannique, s'est classée deuxième pour le nombre de votes et s'est vu offrir une stratégie Internet personnalisée d'une valeur de 25 000 $ par BDC Consultation.

TABLE DES MATIÈRES

5 Rapport de gestion

- 5 Contexte du rapport financier trimestriel
- 5 Gestion du risque
- 6 Analyse des résultats financiers

14 États financiers consolidés

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

Par nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

CONTEXTE DU RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. Cette norme est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels inclus dans le présent rapport n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

GESTION DU RISQUE

Le risque fait partie intégrante du secteur financier. BDC utilise un cadre de référence pour la gestion du risque d'entreprise (GRE) qui repose en partie sur son obligation de demeurer viable sur le plan financier.

La gestion des risques de BDC passe par l'élaboration et la communication de politiques, l'établissement de revues formelles du risque et de processus d'approbation, ainsi que par la fixation de limites et la délégation de pouvoirs. La GRE est revue par le conseil d'administration et ses comités. Dans chaque secteur d'activité, la direction fait en sorte que les activités de gouvernance, les contrôles ainsi que les processus et procédures soient conformes au cadre de référence de BDC pour la GRE.

Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de référence pour la GRE et aucun nouveau risque n'a été relevé durant le trimestre terminé le 30 juin 2012.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BDC fait rapport sur cinq secteurs d'activité : Financement, Financement subordonné, Capital de risque, Consultation et Titrisation. Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont basés sur les états financiers consolidés trimestriels non audités établis conformément aux IFRS.

Bénéfice net

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Financement	**105,5**	157,7
Financement subordonné	**5,7**	6,9
Capital de risque	**(1,2)**	(4,4)
Consultation	**(3,0)**	(3,1)
Titrisation	**3,5**	18,5
Bénéfice net	**110,5**	175,6
Bénéfice net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**110,3**	173,8
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**0,2**	1,8
Bénéfice net	**110,5**	175,6

Trimestre terminé le 30 juin

BDC a déclaré un bénéfice net consolidé de 110,5 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2012, comprenant 110,3 millions de dollars attribuables à l'actionnaire de BDC et 0,2 million de dollars attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. À titre de comparaison, pour le premier trimestre de l'exercice 2012, le bénéfice net consolidé se chiffrait à 175,6 millions de dollars, dont 1,8 million de dollars étaient attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les participations ne donnant pas le contrôle se rapportent uniquement aux activités de BDC Financement subordonné et de BDC Capital de risque.

Le bénéfice net consolidé pour le premier trimestre de l'exercice 2013 est comparable à celui du premier trimestre de l'an dernier, exclusion faite des renversements de pertes de valeur collectives sur prêts de 65 millions de dollars constatés au premier trimestre de l'exercice 2012. Se reporter à la section BDC Financement de la présente analyse pour obtenir plus d'informations.

Résultat global

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Bénéfice net	**110,5**	175,6
Autres éléments du résultat global		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	**(1,7)**	(12,3)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	**1,1**	6,7
Gains (pertes) actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	**(69,9)**	(42,2)
Autres éléments du résultat global	**(70,5)**	(47,8)
Résultat global total	**40,0**	127,8
Résultat global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**39,8**	126,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**0,2**	1,8
Résultat global total	**40,0**	127,8

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé pour le premier trimestre se chiffre à 40,0 millions de dollars, en baisse de 87,8 millions de dollars par rapport à 127,8 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Le résultat global total consolidé pour le premier trimestre comprend 110,5 millions de dollars au titre du bénéfice net consolidé et 70,5 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global pour le premier trimestre ont encore subi l'effet des importantes pertes actuarielles sur les avantages postérieurs à l'emploi de 69,9 millions de dollars, partiellement contrebalancées par une variation nette inférieure des pertes latentes sur les actifs disponibles à la vente.

La variation nette des profits ou des pertes latents sur les actifs disponibles à la vente a trait principalement à des fluctuations de la juste valeur des titres adossés à des créances mobilières (TACM).

Les gains ou pertes actuariels découlent surtout du rendement réel des actifs du régime et du taux d'actualisation servant à établir les obligations au titre des prestations définies. Les pertes comptabilisées pour le premier trimestre de l'exercice 2013 résultent à la fois du rendement plus faible que prévu des actifs du régime et de la réduction du taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies.

Le tableau ci-dessous présente l'impact estimatif en fin d'exercice d'une variation des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le coût périodique net des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sur les autres éléments du résultat global et les bénéfices non distribués. Les résultats sont rarement toujours linéaires.

Sensibilité (en millions de dollars)	Impact de	Augmentation (impact positif)	Diminution (impact négatif)
Rendement des actifs du régime	+5 %	37	
	-5 %		-37
Taux d'actualisation	+1 %	145	
	-1 %		-189
Taux tendanciels des coûts des soins de santé	+1 %		-16
	-1 %	13	
		195	**-242**

Résultats de BDC Financement

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Produits d'intérêts nets et frais	**196,9**	189,2
Renversement de pertes de valeur (pertes de valeur) sur prêts	**(15,5)**	37,7
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**0,2**	3,2
Bénéfice avant charges opérationnelles et administratives	**181,6**	230,1
Charges opérationnelles et administratives	**76,1**	72,4
Bénéfice provenant de Financement	**105,5**	157,7

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	**E2013**	E2012
Produits d'intérêts nets et frais	**5,1**	5,2
Renversement de pertes de valeur (pertes de valeur) sur prêts	**(0,4)**	1,0
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**-**	0,1
Bénéfice avant charges opérationnelles et administratives	**4,7**	6,3
Charges opérationnelles et administratives	**2,0**	2,0
Bénéfice provenant de Financement	**2,7**	4,3

Trimestre terminé le 30 juin

Le bénéfice de BDC Financement se chiffre à 105,5 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2013, comparativement à 157,7 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Cette diminution de la rentabilité s'explique principalement par les renversements de pertes de valeur comptabilisés dans le résultat net au cours du premier trimestre de l'exercice 2012. L'amélioration continue de la qualité de crédit du portefeuille de prêts a permis à BDC Financement de comptabiliser des renversements de pertes de valeur de 37,7 millions de dollars l'année dernière, représentant des pertes de valeur individuelles de 27,3 millions de dollars et un renversement de pertes de valeur collectives de 65,0 millions de dollars.

Les produits d'intérêts nets et les frais sont aussi plus élevés qu'à l'exercice précédent en raison de la croissance du portefeuille.

La croissance de l'activité et la hausse des charges au titre des prestations de retraite, largement attribuable à la baisse des taux d'actualisation, ont contribué à l'accroissement des charges opérationnelles et administratives. Dans l'ensemble, les charges opérationnelles et administratives, exprimées en pourcentage du portefeuille moyen, sont restées les mêmes par rapport à l'an dernier.

Résultats de BDC Financement subordonné

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Produits nets réalisés sur les placements	**13,7**	10,6
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(3,1)**	0,1
Bénéfice avant charges opérationnelles et administratives	**10,6**	10,7
Charges opérationnelles et administratives	**4,9**	3,8
Bénéfice provenant de Financement subordonné	**5,7**	6,9
Bénéfice attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**5,4**	4,9
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**0,3**	2,0
Bénéfice provenant de Financement subordonné	**5,7**	6,9

Trimestre terminé le 30 juin

Le bénéfice de BDC Financement subordonné pour le premier trimestre de l'exercice 2013 se chiffre à 5,7 millions de dollars, en baisse de 1,2 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice comprend respectivement 0,3 million de dollars et 2,0 millions de dollars attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle pour l'exercice 2013 et l'exercice 2012.

Les produits nets réalisés sur les placements se chiffrent à 3,1 millions de dollars de plus que l'an dernier, en raison des produits d'intérêts nets plus élevés résultant de la croissance du portefeuille (0,9 million de dollars), d'une hausse des frais et autres produits (0,9 million de dollars) et d'une diminution des pertes nettes réalisées (1,3 million de dollars).

La variation nette de la moins-value latente de 3,1 millions de dollars pour le trimestre comprend :

- une moins-value nette de 3,8 millions de dollars du portefeuille; et
- un renversement de moins-value nette résultant de pertes nettes réalisées totalisant 0,7 million de dollars.

L'accroissement des activités de BDC Financement subordonné s'est traduit par une hausse des charges opérationnelles et administratives.

Résultats de BDC Capital de risque

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Produits (pertes) nets réalisés sur les placements	**(0,8)**	17,9
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**3,4**	(16,4)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	**2,2**	(1,4)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**(1,5)**	0,8
Bénéfice (perte) avant charges opérationnelles et administratives	**3,3**	0,9
Charges opérationnelles et administratives	**4,5**	5,3
Perte provenant de Capital de risque	**(1,2)**	(4,4)
Perte attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**(1,1)**	(4,2)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**(0,1)**	(0,2)
Perte provenant de Capital de risque	**(1,2)**	(4,4)

Trimestre terminé le 30 juin

Au premier trimestre de l'exercice 2013, BDC Capital de risque a enregistré une perte de 1,2 million de dollars, par rapport à une perte de 4,4 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Les résultats incluent des pertes attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 0,1 million de dollars pour l'exercice 2013 et de 0,2 million de dollars pour l'exercice 2012.

La perte nette réalisée sur les placements se chiffre à 0,8 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2013, par rapport à un produit net réalisé de 17,9 millions de dollars comptabilisé pour l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, une de nos entreprises en portefeuille a été vendue, ce qui a généré un rendement exceptionnel.

La variation nette de la plus-value latente de 3,4 millions de dollars pour le trimestre comprend :

- une plus-value nette du portefeuille de 1,1 million de dollars (moins-value de 3,5 millions pour l'exercice précédent); et
- un renversement de moins-value nette sur les placements cédés et les radiations totalisant 2,3 millions de dollars (renversement de 12,9 millions de dollars de la plus-value nette pour l'exercice précédent).

BDC comptabilise les profits ou pertes de change latents sur ses placements en devises. BDC surveille les fluctuations des devises et utilise des contrats de change pour couvrir les placements en devises. Par conséquent, les profits ou pertes nets réalisés sur autres instruments financiers compensent partiellement les montants comptabilisés en raison des fluctuations des devises.

Les charges opérationnelles et administratives s'élèvent à 4,5 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse par rapport aux 5,3 millions de dollars enregistrés à l'exercice précédent résultant d'une diminution des provisions pour le régime d'intéressement à long terme.

Résultats de BDC Consultation

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Produits	**6,0**	5,8
Charges opérationnelles et administratives	**9,0**	8,9
Perte provenant de Consultation	**(3,0)**	(3,1)

Trimestre terminé le 30 juin

La perte provenant de BDC Consultation pour le premier trimestre de l'exercice 2013 s'établit à 3,0 millions de dollars, soit 0,1 million de dollars de moins que la perte de 3,1 millions de dollars enregistrée au même trimestre de l'exercice précédent. Les produits ont été légèrement supérieurs, tout comme les charges opérationnelles et administratives. BDC examine actuellement les services de consultation offerts aux entrepreneurs dans le but d'en améliorer la qualité et l'efficacité.

Résultats de BDC Titrisation

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2013**	E2012
Produits d'intérêts nets et frais	**3,9**	19,0
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**-**	(0,1)
Bénéfice avant charges opérationnelles et administratives	**3,9**	18,9
Charges opérationnelles et administratives	**0,4**	0,4
Bénéfice provenant de Titrisation	**3,5**	18,5

Trimestre terminé le 30 juin

Le bénéfice de BDC Titrisation pour le premier trimestre se chiffre à 3,5 millions de dollars, comparativement à 18,5 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La baisse est attribuable aux produits d'intérêts nets inférieurs résultant d'un repli du portefeuille par suite des remboursements par anticipation.

Le Fonds multicédant à vendeurs multiples pour petits émetteurs (FMVMPE), mis sur pied au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, est axé sur l'achat de titres adossés à des créances mobilières garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012, le total des décaissements s'élève à 54,0 millions de dollars.

Les charges opérationnelles et administratives se chiffrent à 0,4 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2013, soit le même niveau que l'exercice précédent.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

Au 30 juin 2012, le total des actifs de BDC se chiffre à 17,4 milliards de dollars, soit une hausse de 182,0 millions de dollars par rapport au 31 mars 2012, en raison principalement de l'accroissement des prêts.

Le portefeuille TACM s'établit à 672,1 millions de dollars, comparativement à 763,2 millions de dollars au 31 mars 2012. Ce portefeuille se compose essentiellement de titres à terme notés AAA achetés en vertu de la Facilité canadienne de crédit garanti (FCCG). Le repli du portefeuille s'explique principalement par le remboursement de titres adossés à des créances mobilières.

Le portefeuille de prêts de 15 milliards de dollars (déduction faite de la provision cumulée pour pertes sur prêts) représente le principal actif de BDC (15,6 milliards de dollars pour le portefeuille brut et 0,6 milliard de dollars pour la provision cumulée pour pertes sur prêts). La croissance du portefeuille a été de 1,5 % depuis le 31 mars 2012.

Concernant les portefeuilles de placements de BDC, le portefeuille de BDC Financement subordonné s'établit à 495,8 millions de dollars, soit une hausse de 8,4 % par rapport au 31 mars 2012. Le portefeuille de BDC Capital de risque s'établit à 389,4 millions de dollars au 30 juin 2012, comparativement à 359,0 millions de dollars au 31 mars 2012. Les décaissements sur les placements expliquent la majeure partie de la hausse.

Les actifs dérivés de 94,9 millions de dollars et les passifs dérivés de 16,8 millions de dollars représentent la juste valeur des instruments financiers dérivés au 30 juin 2012. La juste valeur nette des instruments dérivés a augmenté de 7,6 millions de dollars par rapport à la valeur au 31 mars 2012, en raison de la baisse des taux d'intérêt et d'une réévaluation de change sur les swaps utilisés pour couvrir les risques économiques de nos billets structurés à long terme.

Les passifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi totalisent 279,9 millions de dollars au 30 juin 2012, soit une hausse de 59,7 millions de dollars par rapport au montant de 220,2 millions de dollars au 31 mars 2012. Cette hausse importante s'explique par des pertes actuarielles enregistrées au cours du trimestre terminé le 30 juin 2012. Se reporter à la page 7 du présent rapport pour obtenir plus d'information concernant les gains et pertes actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en conformité avec sa politique de gestion du risque de trésorerie. Nos liquidités, qui nous permettent d'avoir les fonds nécessaires pour nos sorties de fonds, totalisent 701,8 millions de dollars au 30 juin 2012, comparativement à 740,7 millions de dollars au 31 mars 2012. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement s'élèvent à 14,1 millions de dollars à la suite des remboursements nets de titres adossés à des créances mobilières, contrebalancés par des décaissements aux fins des placements de Financement subordonné et Capital de risque. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se chiffrent à 67,4 millions de dollars en raison de l'émission de billets à court terme, contrebalancée par le versement de dividendes sur les actions ordinaires, tandis que les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles s'établissent à 120,3 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement du portefeuille de prêts.

Au 30 juin 2012, nos portefeuilles et nos liquidités étaient financés par des emprunts de 13,4 milliards de dollars et des capitaux propres totaux de 3,6 milliards de dollars. Les emprunts incluaient des billets à court terme de 11,4 milliards de dollars et des billets à long terme de 2,0 milliards de dollars. Les billets à court terme ont augmenté de 162 millions de dollars en raison de la croissance du portefeuille de prêts.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

15 Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

16 État consolidé de la situation financière

17 Compte consolidé de résultat

18 État consolidé du résultat global

19 État consolidé des variations des capitaux propres

20 Tableau consolidé des flux de trésorerie

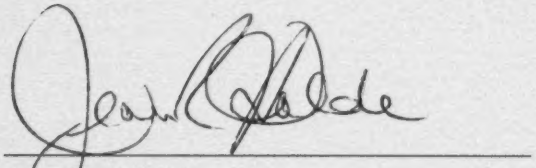
21 Notes afférentes aux états financiers consolidés

- 21 **Note 1** Description générale de BDC
- 21 **Note 2** Base d'établissement
- 24 **Note 3** Principales méthodes comptables
- 33 **Note 4** Jugements, estimations et hypothèses comptables importants
- 36 **Note 5** Titres adossés à des créances mobilières
- 36 **Note 6** Prêts
- 38 **Note 7** Placements de Financement subordonné
- 39 **Note 8** Placements de Capital de risque
- 40 **Note 9** Capital social
- 41 **Note 10** Informations sectorielles
- 43 **Note 11** Engagements
- 44 **Note 12** Transactions entre parties liées

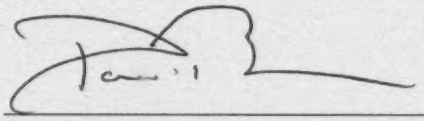
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.



Jean-René Halde
Président et chef de la direction



Paul Buron, CPA, CA
Vice-président exécutif
et chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 1er août 2012

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2012	31 mars 2012
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		**701 837**	740 667
Actifs dérivés		**94 872**	87 681
Prêts et placements			
Titres adossés à des créances mobilières	5	**672 099**	763 200
Prêts	6	**14 973 189**	14 739 271
Placements de Financement subordonné	7	**495 760**	457 369
Placements de Capital de risque	8	**389 440**	358 951
		16 530 488	16 318 791
Immobilisations corporelles		**24 434**	25 171
Immobilisations incorporelles		**35 753**	32 094
Autres actifs		**14 463**	15 478
Total des actifs		**17 401 847**	17 219 882
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		**91 370**	89 229
Passifs dérivés		**16 838**	17 244
Emprunts			
Billets à court terme		**11 377 125**	11 214 813
Billets à long terme		**2 005 200**	2 008 943
		13 382 325	13 223 756
Passifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi		**279 861**	220 169
Autres passifs		**42 496**	44 223
Total des passifs		**13 812 890**	13 594 621
Capitaux propres			
Capital social	9	**2 088 400**	2 088 400
Surplus d'apport		**27 778**	27 778
Bénéfices non distribués		**1 350 365**	1 378 617
Cumul des autres éléments du résultat global		**14 605**	15 185
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		**3 481 148**	3 509 980
Participations ne donnant pas le contrôle		**107 809**	115 281
Total des capitaux propres		**3 588 957**	3 625 261
Total des passifs et des capitaux propres		**17 401 847**	17 219 882

Engagements (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

COMPTE CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin 2012	2011
Produits d'intérêts	**238 094**	248 689
Charges d'intérêts	**30 315**	34 644
Produits d'intérêts nets	**207 779**	214 045
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	**(3 376)**	14 886
Produits de Consultation	**5 988**	5 816
Frais et autres produits	**9 224**	7 850
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	**2 067**	2 146
Produits nets	**221 682**	244 743
Renversement de pertes de valeur (pertes de valeur) sur prêts	**(15 522)**	37 734
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**371**	(16 350)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	**2 243**	(1 374)
Profits (pertes) nets latents sur autres instruments financiers	**(3 447)**	1 706
Bénéfice avant charges opérationnelles et administratives	**205 327**	266 459
Salaires et avantages du personnel	**64 784**	60 786
Locaux et équipement	**9 380**	8 883
Autres charges	**20 717**	21 150
Charges opérationnelles et administratives	**94 881**	90 819
Bénéfice net	**110 446**	175 640
Bénéfice net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**110 262**	173 860
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**184**	1 780
Bénéfice net	**110 446**	175 640

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés, et la note 10 fournit de l'information supplémentaire sur les bénéfices nets sectoriels.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin 2012	2011
Bénéfice net	**110 446**	175 640
Autres éléments du résultat global		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	**(1 658)**	(12 331)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	**1 078**	6 725
Gains (pertes) actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	**(69 890)**	(42 201)
Autres éléments du résultat global	**(70 470)**	(47 807)
Résultat global total	**39 976**	127 833
Résultat global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**39 792**	126 053
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**184**	1 780
Résultat global total	**39 976**	127 833

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2012	**2 088 400**	**27 778**	**1 378 617**	**6 351**	**8 834**	**15 185**	**3 509 980**	**115 281**	**3 625 261**
Résultat global total									
Bénéfice net			110 262				110 262	184	110 446
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente				(1 658)		(1 658)	(1 658)		(1 658)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					1 078	1 078	1 078		1 078
Gains (pertes) actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi			(69 890)				(69 890)		(69 890)
Autres éléments du résultat global	-	-	(69 890)	(1 658)	1 078	(580)	(70 470)	-	(70 470)
Résultat global total	-	-	40 372	(1 658)	1 078	(580)	39 792	184	39 976
Dividendes sur les actions ordinaires			(68 624)				(68 624)		(68 624)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(8 396)	(8 396)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								740	740
Solde au 30 juin 2012	**2 088 400**	**27 778**	**1 350 365**	**4 693**	**9 912**	**14 605**	**3 481 148**	**107 809**	**3 588 957**

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2011	**2 514 400**	**27 778**	**1 046 431**	**26 170**	**(1 577)**	**24 593**	**3 613 202**	**146 645**	**3 759 847**
Résultat global total									
Bénéfice net			173 860				173 860	1 780	175 640
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente				(12 331)		(12 331)	(12 331)		(12 331)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					6 725	6 725	6 725		6 725
Gains (pertes) actuariels sur les avantages posténeurs à l'emploi			(42 201)				(42 201)		(42 201)
Autres éléments du résultat global	-	-	(42 201)	(12 331)	6 725	(5 606)	(47 807)	-	(47 807)
Résultat global total	-	-	**131 659**	**(12 331)**	**6 725**	**(5 606)**	126 053	**1 780**	**127 833**
Dividendes sur les actions ordinaires			(45 071)				**(45 071)**		**(45 071)**
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								**(13 787)**	**(13 787)**
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								**1 065**	**1 065**
Solde au 30 juin 2011	**2 514 400**	**27 778**	**1 133 019**	**13 839**	**5 148**	**18 987**	**3 694 184**	**135 703**	**3 829 887**

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin 2012	2011
Activités opérationnelles		
Bénéfice net	**110 446**	175 640
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets		
Produits d'intérêts	**(238 094)**	(248 689)
Charges d'intérêts	**30 315**	34 644
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	**3 376**	(14 886)
Pertes de valeur (renversement de pertes de valeur) sur prêts	**15 522**	(37 734)
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	**(371)**	16 350
Pertes (profits) de change nets latents sur les placements	**(2 243)**	1 374
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	**3 447**	(1 706)
Capitalisation des avantages postérieurs à l'emploi excédant le montant passé en charges	**(10 199)**	(5 728)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	**2 643**	2 656
Autres	**(5 094)**	(3 876)
Charges d'intérêts payées	**(25 281)**	(27 415)
Produits d'intérêts reçus	**241 621**	247 985
Décaissements sur les prêts	**(884 336)**	(649 046)
Remboursements sur les prêts	**636 492**	545 145
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Variation nette des créditeurs et frais courus	**2 141**	1 357
Variation nette des autres actifs et autres passifs	**(713)**	(7 435)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	**(120 328)**	28 636
Activités d'investissement		
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	**(53 949)**	(18 658)
Remboursements et produit de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	**143 305**	387 976
Décaissements sur les placements de Financement subordonné	**(55 018)**	(37 819)
Remboursements sur les placements de Financement subordonné	**12 012**	21 757
Décaissements sur les placements de Capital de risque	**(37 559)**	(33 416)
Produit de la vente de placements de Capital de risque	**10 905**	52 297
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(853)**	(901)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	**(4 711)**	(4 210)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	**14 132**	367 026
Activités de financement		
Variation nette des billets à court terme	**162 151**	77 092
Émission de billets à long terme	**100 000**	6 587
Remboursements de billets à long terme	**(118 505)**	(360 794)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	**(8 396)**	(13 787)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	**740**	1 065
Dividendes versés sur les actions ordinaires	**(68 624)**	(45 071)
Dividendes versés sur les actions préférentielles	**-**	(5 012)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	**67 366**	(339 920)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(38 830)**	55 742
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	**740 667**	653 231
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	**701 837**	708 973

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. DESCRIPTION GÉNÉRALE DE BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. BDC est constituée en société au Canada, appartient entièrement au gouvernement du Canada et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services de consultation complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les présents états financiers consolidés trimestriels ont été établis en utilisant les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers consolidés trimestriels ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables*, pour une description de ces méthodes. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des états financiers consolidés trimestriels pourrait être nécessaire.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés pour publication le 1er août 2012 par le conseil d'administration.

Base de présentation et d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour :

- les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net et les instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur;
- les passifs ou actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, qui sont comptabilisés à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes, incluant des ajustements pour tenir compte des coûts des services passés non comptabilisés.

Les présents états financiers consolidés trimestriels sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de BDC et de ses filiales. Les chiffres dans les états financiers consolidés trimestriels sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Principes de consolidation

BDC mène ses activités par l'intermédiaire de plusieurs entités, y compris une filiale en propriété exclusive et plusieurs fonds d'investissement et autres entités qui sont considérées comme des filiales aux fins de la présentation de l'information financière.

Les états financiers consolidés de BDC comprennent les états financiers de l'entité mère et les comptes consolidés des filiales au 30 juin 2012 et au 31 mars 2012. Les états financiers des filiales sont établis selon des méthodes uniformes de comptabilisation et d'évaluation pour des transactions similaires.

Filiales

Aux fins de la présentation de l'information financière, les filiales sont définies comme des entités contrôlées par BDC. Le contrôle est défini comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités, et on présume qu'il y a contrôle lorsque BDC détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui peuvent être exercés ou qui sont convertibles sont considérés lorsqu'on évalue si BDC contrôle une autre entité.

Dans les cas où BDC ne détient pas la majorité des droits de vote, une analyse plus approfondie est effectuée pour déterminer si BDC a ou non le contrôle de l'entité. BDC est réputée avoir le contrôle lorsqu'elle prend la plupart des décisions aux termes des statuts constitutifs de l'entité.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où le contrôle commence jusqu'à la date où le contrôle n'est plus exercé. Aucune filiale n'a été acquise ou cédée pendant la période de présentation de l'information financière. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audité, en milliers de dollars canadiens)

Les entités suivantes ont été consolidées dans les états financiers consolidés de BDC.

Entité	Principale activité	Pays de constitution en société et de résidence	Proportion de la participation et des droits de vote détenus	Base du contrôle
BDC Capital Inc.	Structure de société de portefeuille pour des activités d'investissement	Canada	100 %	Droits de vote
Fonds d'investissement AlterInvest Inc.	Investissements de Financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Fonds AlterInvest, s.e.c.	Investissements de Financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Fonds AlterInvest II, s.e.c.	Investissements de Financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Go Capital, s.e.c.	Investissements en Capital de risque	Canada	20 %	Droits de vote et accords contractuels

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations dans des filiales non attribuables à la société mère sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés à titre de participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à l'actionnaire de BDC et aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leur participation respective, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour elles.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles BDC exerce une influence notable, mais pas un contrôle, sur les politiques financières et opérationnelles. Les placements de Capital de risque dans des entreprises associées qui sont détenues dans le portefeuille de placements de BDC sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Ce traitement est permis par la norme comptable internationale IAS 28, *Participations dans des entreprises associées*, qui exclut explicitement de son champ d'application les participations dans des entreprises associées détenues par des « organismes de capital-risque » qui, lors de leur comptabilisation initiale, sont désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisées conformément à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés trimestriels sont décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Instruments financiers

Comptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque BDC devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier ainsi que tous les risques et avantages importants connexes sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

Les instruments financiers sont comptabilisés et décomptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction attribuables directement à leur acquisition ou à leur émission, sauf dans le cas des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés dans le compte consolidé de résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers sont évalués selon le classement de l'instrument financier, soit à la juste valeur ou au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier de manière à obtenir sa valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, BDC estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier.

Classement des instruments financiers

Le tableau qui suit résume le classement des instruments financiers de BDC au 30 juin et au 31 mars 2012.

								30 juin 2012
		Évaluation à la juste valeur				Évaluation au coût amorti		
		JVRN[1]						
	Note	Détenus à des fins de transaction	Désignés comme étant à la JVRN	Disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie						701 837		701 837
Actifs dérivés		87 353			7 519			94 872
Titres adossés à des créances mobilières	5		2 808	669 291				672 099
Prêts	6					14 973 189		14 973 189
Placements de Financement subordonné	7		495 760					495 760
Placements de Capital de risque	8		389 440					389 440
Autres actifs[2]						9 336		9 336
Total des actifs financiers		87 353	888 008	669 291	7 519	15 684 362	-	17 336 533
Passifs financiers								
Créditeurs et frais courus							91 370	91 370
Passifs dérivés		16 621			217			16 838
Billets à court terme							11 377 125	11 377 125
Billets à long terme			556 015				1 349 185	2 005 200
Autres passifs[2]							26 169	26 169
Total des passifs financiers		16 621	556 015	-	217	-	12 843 849	13 516 702

								31 mars 2012
		Évaluation à la juste valeur				Évaluation au coût amorti		
		JVRN[1]						
	Note	Détenus à des fins de transaction	Désignés comme étant à la JVRN	Disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie						740 667		740 667
Actifs dérivés		78 165			9 516			87 681
Titres adossés à des créances mobilières	5		2 502	760 698				763 200
Prêts	6					14 739 271		14 739 271
Placements de Financement subordonné	7		457 369					457 369
Placements de Capital de risque	8		358 951					358 951
Autres actifs[2]						11 003		11 003
Total des actifs financiers		78 165	818 822	760 698	9 516	15 490 941	-	17 158 142
Passifs financiers								
Créditeurs et frais courus							89 229	89 229
Passifs dérivés		16 656			588			17 244
Billets à court terme							11 214 813	11 214 813
Billets à long terme			644 735				1 364 208	2 008 943
Autres passifs[2]							28 752	28 752
Total des passifs financiers		16 656	644 735	-	588	-	12 697 002	13 358 981

[1] Juste valeur par le biais du résultat net.

[2] Certains éléments compris dans les catégories Autres actifs et Autres passifs de l'état consolidé de la situation financière ne sont pas considérés comme des instruments financiers.

Juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les instruments financiers qui sont i) classés comme étant détenus à des fins de transaction, ou ii) désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'ils répondent à certaines conditions.

INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS COMME ÉTANT DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Un instrument financier est classé comme étant détenu à des fins de transaction :

- s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir; ou
- si, lors de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les instruments financiers dérivés sont également classés comme étant détenus à des fins de transaction, sauf s'ils ont été désignés comme des instruments de couverture.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉSIGNÉS COMME ÉTANT À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Un instrument financier peut être désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans les situations suivantes :

- les actifs ou passifs sont gérés et évalués sur la base de leur juste valeur et les informations à leur égard sont fournies à l'interne sur cette base;
- la désignation élimine ou réduit significativement la non-concordance comptable qui, autrement, surviendrait; ou
- l'actif ou le passif comprend un dérivé incorporé qui est séparable et qui modifie significativement les flux de trésorerie qui, autrement, seraient imposés par le contrat.

Une description de la base de chaque désignation est fournie à la section sur les principaux types d'instruments financiers de la présente note.

Subséquemment à la comptabilisation initiale, les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et la variation des profits ou pertes latents est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat en tant que :

- variation nette de la plus ou moins-value latente sur les placements ou en tant que profits ou pertes de change nets latents sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières, aux placements de Financement subordonné et de Capital de risque, ou
- profits ou pertes nets latents sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés et aux emprunts.

Les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers sont inclus directement dans le compte consolidé de résultat et comptabilisés aux postes suivants :

- en profits ou pertes nets réalisés sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières, aux placements de Financement subordonné et de Capital de risque; ou
- en profits ou pertes nets réalisés sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés et aux emprunts.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui :

- sont détenus avec l'intention d'être conservés pour une période indéfinie et peuvent être vendus à des fins de liquidités ou à la suite de fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change ou des cours des actions; et
- ne sont pas classés comme prêts et créances, comme placements détenus jusqu'à leur échéance ni comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

Subséquemment à la comptabilisation initiale, les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, à l'exception des pertes de valeur, qui sont enregistrées au compte consolidé de résultat dans la période où l'on détecte une indication objective de dépréciation.

À la cession d'actifs disponibles à la vente, le cumul des ajustements de juste valeur comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé dans le compte consolidé de résultat à titre de profits ou pertes nets réalisés sur les placements.

Couvertures de flux de trésorerie

BDC désigne certains dérivés détenus à des fins de gestion des risques comme instruments de couverture des flux de trésorerie. BDC documente toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de sa gestion des risques et la stratégie liée aux opérations de couverture. BDC détermine si les instruments dérivés employés dans les opérations de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts, tant à la mise en place que pendant la durée de la couverture.

Subséquemment à la comptabilisation initiale, les dérivés désignés comme instruments de couverture des flux de trésorerie sont évalués à la juste valeur. La partie des variations de juste valeur de ces dérivés qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace des variations est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat comme des profits ou pertes nets latents sur autres instruments financiers. Les montants inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés au compte consolidé de résultat dans les périodes où les éléments couverts influent sur le résultat net. Ils sont comptabilisés dans les postes associés à l'élément couvert connexe.

Lorsque ces instruments de couverture arrivent à échéance, sont vendus ou ne satisfont plus aux critères de comptabilité de couverture, les profits ou pertes latents comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans le compte consolidé de résultat comme des profits ou pertes nets réalisés sur autres instruments financiers au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le résultat net. Toutefois, si on s'attend à ce qu'une transaction prévue ne se produise plus, le profit ou la perte cumulé qui était présenté en capitaux propres est immédiatement reclassé en profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers dans le compte consolidé de résultat.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Subséquemment à la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Autres passifs évalués au coût amorti

Les passifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net tombent dans la catégorie des autres passifs et sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Principaux types d'instruments financiers

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie comprennent les billets bancaires à court terme et les prises en pension de titres dont l'échéance est de moins de trois mois à la date initiale d'acquisition et qui sont utilisés pour gérer le risque de liquidité. Les prises en pension de titres sont des transactions à court terme en vertu desquelles BDC acquiert des actifs, généralement des obligations du gouvernement fédéral, d'une autre partie, habituellement une institution financière, et accepte simultanément de les revendre à une date et à un prix déterminés. Dans le cadre d'une prise en pension de titres, l'autre partie conserve les risques et les avantages inhérents à la propriété des actifs financiers concernés; par conséquent, BDC comptabilise ces transactions comme des prêts garantis.

Les équivalents de trésorerie ont été classés comme prêts et créances.

Titre adossés à des créances mobilières

Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) est composé de billets à moyen terme de qualité, de premier rang ou subordonnés, émis par voie de prospectus ou de placement privé.

Les TACM de qualité de premier rang sont classés comme actifs disponibles à la vente et les billets TACM à moyen terme subordonnés sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans la mesure où ils sont communiqués et évalués par la direction à la juste valeur. Les TACM présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

La juste valeur des TACM est calculée au moyen des flux de trésorerie prévus et d'une courbe de taux de rendement estimative découlant de la courbe des taux de rendement relatifs aux titres émis par le gouvernement canadien et de l'écart de taux des TACM pour des transactions comparables. Le résultat est ajusté en fonction du risque lié aux actifs sous-jacents et de la structure de la transaction.

Une perte ou un profit lors de la comptabilisation initiale des TACM est comptabilisé s'il existe une différence entre le taux de rendement du titre et le taux de rendement attendu par le marché pour des placements semblables. Cette perte ou ce profit est différé et amorti sur la durée de vie du titre au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est comptabilisé à titre de produits d'intérêts.

DÉPRÉCIATION DES TITRES ADOSSÉS À DES CRÉANCES MOBILIÈRES

À chaque date de présentation de l'information financière, BDC examine les TACM classés comme disponibles à la vente pour repérer les possibles pertes de valeur ou renversements de pertes de valeur comptabilisés antérieurement. BDC détermine que des TACM sont dépréciés s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et si cet (ou ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ou ont) un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers, qui peut être estimé de façon fiable. Se reporter à la note 4, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, pour obtenir plus d'informations sur les critères utilisés pour déterminer si une perte de valeur s'est produite.

Les pertes de valeur et les renversements de pertes de valeurs sont comptabilisés dans le compte consolidé de résultat durant la période où l'indication objective de la dépréciation est constatée.

Prêts

Les prêts sont classés comme prêts et créances. Ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins la provision cumulée pour pertes sur prêts. Les prêts présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

PROVISION CUMULÉE POUR PERTES SUR PRÊTS

La provision cumulée pour pertes sur prêts est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables qui existent dans le portefeuille à la date de présentation de l'information financière. Les provisions cumulées pour pertes sur prêts sont établies individuellement et collectivement.

BDC examine son portefeuille de prêts afin d'évaluer, pour chacun des actifs pris individuellement, le risque de crédit et détermine s'il existe une indication objective de dépréciation pour laquelle il faudrait comptabiliser une perte dans le compte consolidé de résultat. Pour BDC, il y a indication objective de dépréciation lorsque le remboursement de l'intérêt ou du capital du prêt est en retard de plus de trois mois ou s'il y a une raison de croire qu'une partie du capital ou de l'intérêt ne pourra être recouvrée.

La valeur comptable d'un prêt douteux est ramenée à la valeur actuelle de ses flux de trésorerie futurs estimés actualisés i) au taux d'intérêt effectif initial du prêt pour les prêts à taux fixe ou ii) au taux en vigueur au moment de la dépréciation pour les prêts à taux flottant. Lorsque le montant des flux de trésorerie ne peut être déterminé de manière raisonnable, la juste valeur estimative de tout bien donné en garantie est utilisée, que la saisie soit probable ou non.

Les valeurs comptables des prêts douteux sont d'abord diminuées par le biais du compte de provision cumulée. Les prêts sont ensuite radiés quand tous les efforts de recouvrement ont été épuisés et qu'il n'existe plus de probabilités de recouvrement. Les montants des pertes de valeur initiales ainsi que toute augmentation ou renversement ultérieur de ces pertes de valeur sont comptabilisés dans le compte consolidé de résultat à titre de perte de valeur ou de renversement de perte de valeur sur prêts.

Les prêts pour lesquels une provision individuelle n'a pas été établie sont ensuite inclus dans des groupes d'actifs aux caractéristiques de risque de crédit similaires et évalués collectivement afin de relever toute dépréciation survenue mais non encore identifiée.

Se reporter à la note 4, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*, pour obtenir plus d'informations sur les critères utilisés pour déterminer le montant de la provision.

Placements de Financement subordonné et de Capital de risque

Lors de la comptabilisation initiale, les placements de Financement subordonné et de Capital de risque sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné qu'ils font partie d'un portefeuille qui fait l'objet de rapports à la direction et qui est évalué par celle-ci sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques et d'investissement.

L'approche de BDC pour l'évaluation de la juste valeur des placements de Financement subordonné et de Capital de risque s'inspire de directives internationales intitulées « International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ». Selon le type de placements qu'elle détient, BDC utilise soit i) des méthodologies d'évaluation fondées

sur le marché, comme le cours du marché ou le prix de placements similaires et récents, soit ii) la méthode fondée sur le bénéfice ou les flux de trésorerie actualisés, ou iii) la méthode de la liquidation ou la méthode reposant sur l'actif.

Emprunts

Les billets à court terme sont évalués au coût amorti.

BDC a deux types de billets à long terme : les billets non structurés et les billets structurés. Les billets à long terme non structurés sont comptabilisés au coût amorti. Les billets structurés sont ceux dont l'intérêt ou le capital à l'échéance sont liés aux fluctuations des indices boursiers, des taux de change, des taux de swap et d'autres références du marché. Ces billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, car ils comprennent des dérivés incorporés qui, autrement, devraient être séparés, puisqu'ils modifient significativement les flux de trésorerie imposés en vertu du contrat d'emprunt hôte.

La juste valeur des billets structurés est déterminée en utilisant des données de marché observables ainsi que des techniques d'évaluation éprouvées. Les données de marché observables proviennent de courtiers intermédiaires reconnus et comprennent les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions et d'autres références des marchés.

Les intérêts courus sur emprunts sont inclus dans la valeur comptable des billets à court et à long terme.

Dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, des indices boursiers, des prix des produits de base ou d'autres mesures financières. BDC acquiert des instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt, de change et les autres risques de marché. BDC ne détient pas de dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont soit désignés comme des couvertures des flux de trésorerie, soit classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Tous les dérivés de BDC proviennent du marché hors bourse et comprennent principalement les swaps et les contrats de change à terme de gré à gré. La juste valeur des swaps est calculée en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie. La juste valeur des contrats de change à terme de gré à gré est calculée en actualisant le montant notionnel à l'aide de la courbe de rendement des devises respectives. Pour ces deux calculs, on utilise des données de marché observables provenant de courtiers intermédiaires reconnus ainsi que des modèles d'évaluation standards dans l'industrie.

Les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte doivent être séparés et classés comme étant des instruments financiers détenus à des fins de transaction, à moins que l'instrument hybride soit désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Au 30 juin et au 31 mars 2012, BDC ne détenait aucun dérivé incorporé devant être séparé du contrat hôte.

Produits d'intérêts, charges d'intérêts et frais et autres produits

Les produits et charges d'intérêts liés aux instruments financiers portant intérêt sont comptabilisés comme tels dans le compte consolidé de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des placements de Financement subordonné, pour lesquels les intérêts sont comptabilisés selon le taux contractuel de l'instrument. Les

intérêts sur les prêts douteux continuent d'être comptabilisés à la valeur comptable diminuée sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Les placements de Financement subordonné donnent lieu également à des rendements qui ne sont pas des intérêts, comme les redevances et les bonis d'intérêt, qui sont comptabilisés en frais et autres produits dans le compte consolidé de résultat lorsqu'il est probable qu'ils soient reçus et que les montants peuvent être évalués de façon fiable.

Les frais qui font partie intégrante de l'octroi ou de la renégociation d'un prêt sont différés et comptabilisés comme produits d'intérêts sur la durée de vie prévue du prêt, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les autres frais sont comptabilisés en résultat net à mesure que les services afférents sont fournis.

Les primes et les escomptes sur les emprunts sont amortis dans les charges d'intérêts sur la durée de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend son prix d'achat et toutes les dépenses directement attribuables à sa préparation afin de l'amener à l'endroit et de la mettre dans l'état nécessaire pour permettre une exploitation de la manière prévue par la direction.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

> Matériel informatique et de télécommunications	4 ans
> Mobilier, agencements et équipement	10 ans
> Améliorations locatives	Durée du bail, soit environ 6 ans en moyenne

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les systèmes et les applications logicielles, dont le coût inclut le prix d'achat plus tous les coûts engagés pour les préparer à leur utilisation interne prévue. Les immobilisations incorporelles ont une durée de vie déterminée et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité économique estimée, qui est comprise entre trois et sept ans. Les coûts liés aux projets en cours ne sont pas soumis à l'amortissement tant que l'immobilisation incorporelle concernée n'est pas prête à être utilisée. La charge d'amortissement est incluse dans les charges opérationnelles et administratives, dans le compte consolidé du résultat.

Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utiles des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de présentation de l'information financière et ajustées, si nécessaire.

Ces actifs font également l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable risque de ne pas être recouvrable. Qu'il y ait un indice de dépréciation ou non, un test de dépréciation annuel est effectué pour les projets en cours liés à des immobilisations incorporelles.

Si les tests de dépréciation indiquent que la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, la valeur comptable de l'actif doit être ramenée immédiatement à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Avantages postérieurs à l'emploi

BDC offre aux employés admissibles un régime de retraite agréé à prestations définies, des régimes de retraite complémentaires à prestations définies et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (notamment sous la forme d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie).

Des actifs ou des passifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière à la date de présentation de l'information financière et représentent la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, incluant les ajustements pour tenir compte des coûts des services passés non comptabilisés, le cas échéant, moins la juste valeur des actifs des régimes de retraite à prestations définies.

L'obligation est calculée pour chaque régime en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Pour déterminer la valeur actuelle de ses obligations au titre des prestations définies et les coûts connexes des services rendus au cours de la période et des services passés, BDC affecte les droits aux prestations aux périodes de service selon la formule de calcul des prestations établie par le régime. La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées à l'aide des taux d'intérêt des obligations de sociétés de première catégorie qui ont des échéances similaires à celle de l'obligation.

Les gains ou les pertes actuariels sur les actifs du régime découlent de la différence entre le rendement réel des actifs du régime durant une période donnée et le rendement prévu des actifs du régime durant cette période. Les gains ou les pertes actuariels sur l'obligation au titre des prestations définies découlent des différences entre les résultats réels et les résultats prévus et des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Tous les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et dans les bénéfices non distribués et ne sont pas reclassés dans le résultat net d'une période ultérieure.

Les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement au résultat net, sauf si les changements aux régimes sont conditionnels au fait que le membre du personnel reste en service pendant une période déterminée (la période d'acquisition). Dans ce cas, les coûts des services passés sont amortis selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition.

Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC

Le capital social représente la valeur nominale des actions ordinaires émises et en circulation. Le surplus d'apport représente la valeur des actifs transférés à BDC par l'actionnaire sans émission d'actions.

Les profits et les pertes latents sur les instruments financiers classés comme étant des actifs disponibles à la vente sont inclus dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur décomptabilisation ou leur dépréciation. À ce moment, ces profits ou pertes sont reclassés au résultat net. Les profits et les pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce que les flux de trésorerie prévus couverts aient un effet sur le résultat.

Les bénéfices non distribués incluent tous les bénéfices ou pertes non distribués de la période considérée et des périodes antérieures, après déduction des dividendes payés.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs libellés en devises, qui sont tous monétaires, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de présentation de l'information financière. Les produits et les charges libellés en devises sont pour leur part convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur à la date de chaque transaction. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés en résultat net.

Informations sectorielles

Les secteurs d'activité de BDC, qui sont basés selon la nature des produits et services, sont les suivants : Financement, Financement subordonné, Capital de risque, Consultation et Titrisation.

Ces secteurs d'activité sont présentés conformément à la manière dont BDC présente et communique des informations qui sont revues régulièrement par l'équipe de la direction et le conseil d'administration afin d'évaluer les résultats.

Toutes les transactions entre les secteurs sont comptabilisées comme des transactions intervenant dans des conditions de concurrence normale. Les produits et les charges associés directement à chaque secteur sont inclus dans la détermination de leurs résultats respectifs.

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels selon les IFRS exige que la direction effectue des jugements et utilise des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels sont résumées ci-dessous.

Provision cumulée pour pertes sur prêts

La provision cumulée pour pertes sur prêts représente l'estimation faite par la direction des pertes subies dans le portefeuille de prêts à la date de présentation de l'information financière et est établie pour les actifs pris individuellement et collectivement.

BDC examine ses prêts importants individuellement pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée. Ce processus exige que BDC pose des hypothèses et des jugements en procédant notamment à l'évaluation des possibilités de défaut et des risques que présente un prêt et à l'estimation des flux de trésorerie futurs et de la valeur des garanties.

Les prêts qui ont été évalués individuellement et qui n'ont pas perdu de valeur ainsi que tous les autres prêts sont ensuite évalués collectivement afin de relever toute dépréciation survenue, mais non encore identifiée. Lorsqu'elle évalue la dépréciation collectivement, BDC utilise des modèles statistiques des tendances historiques du portefeuille, comme les taux de délinquance et de pertes, ajustés selon les jugements formulés par la direction quant à la possibilité que la situation économique et les conditions de crédit actuelles soient telles que les pertes réelles sont susceptibles d'être supérieures ou inférieures à ce que suggèrent les modèles historiques.

Des changements apportés à ces hypothèses, ou l'utilisation d'autres hypothèses raisonnables, peuvent affecter le montant de la provision cumulée d'une manière appréciable. Se reporter à la note 6, *Prêts*, pour obtenir plus d'informations sur la provision cumulée pour pertes sur prêts.

Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs (cours cotés sur un marché ou cours offerts par un courtier, par exemple), elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation de flux de trésorerie.

Les données utilisées pour ces modèles, comme les courbes de taux d'intérêt, les cours des actions, les prix et les rendements des produits de base et des devises, la volatilité des hypothèses sous-jacentes et les corrélations entre les données, proviennent de marchés observables, quand c'est possible. Sinon, il faut exercer un certain jugement pour établir les justes valeurs.

Ce jugement porte notamment sur l'évaluation des données telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu par niveau de risque et les projections pondérées des flux de trésorerie. Tout changement à ces données peut avoir une incidence sur la juste valeur comptabilisée des instruments financiers. Se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables*, pour obtenir plus d'informations sur les techniques d'évaluation utilisées pour chaque type d'instrument financier.

Dépréciation des actifs disponibles à la vente

BDC détermine que des titres adossés à des créances mobilières sont dépréciés s'il existe une indication objective de dépréciation. Les indications objectives de la dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs sont, entre autres, des événements tels que les difficultés financières, la faillite probable ou la restructuration financière d'un émetteur, une défaillance, un changement de statut défavorable ou des concessions à l'égard de paiements, des baisses mesurables des flux de trésorerie futurs estimés provenant des actifs, et la détérioration de conditions économiques corrélées. Comme une dépréciation peut résulter d'une combinaison de facteurs, le jugement de la direction est requis pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée, et à quel moment.

Relations de couverture admissibles

Pour désigner des instruments financiers dans des relations de couverture admissibles, BDC a déterminé qu'elle s'attend à ce que les couvertures soient hautement efficaces pendant la période de la relation de couverture. Pour comptabiliser des dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie, BDC a déterminé que le risque couvert est associé à des flux de trésorerie futurs hautement probables.

Actifs et passifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, ainsi que la valeur actuelle des obligations connexes, sont déterminés au moyen d'évaluations actuarielles. Une évaluation actuarielle nécessite l'établissement d'hypothèses concernant les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations, les taux de rendement prévus sur les actifs disponibles pour financer les obligations au titre des prestations de retraite, les hausses de salaire attendues, les taux de mortalité prévus, les tendances des coûts des soins de santé et les hausses prévues des prestations de retraite. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à beaucoup d'incertitudes. Les résultats réels différeront des résultats estimés d'après les hypothèses.

Consolidation

Un jugement important utilisé pour établir les états financiers consolidés trimestriels est que BDC a le pouvoir de contrôler certains fonds d'investissement (se reporter à la note 2, *Base d'établissement*, pour des informations additionnelles). BDC a évalué qu'elle a le pouvoir de contrôler les politiques financières et opérationnelles de ces fonds au moyen d'une combinaison d'accords contractuels et de droits de vote, et qu'elle est en mesure d'utiliser ce contrôle pour générer des rendements variables. Par conséquent, ces fonds ont été entièrement consolidés, et non comptabilisés suivant la méthode de la consolidation proportionnelle ou de la mise en équivalence.

5. TITRES ADOSSÉS À DES CRÉANCES MOBILIÈRES

	30 juin 2012	31 mars 2012
Disponibles à la vente		
Montant nominal	**664 748**	754 548
Perte à la comptabilisation initiale non amortie	**(149)**	(200)
Plus (moins)-value cumulative de la juste valeur	**4 692**	6 350
Valeur comptable	**669 291**	760 698
Rendement	**2,89%**	2,96%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	**2 783**	2 512
Plus (moins)-value cumulative de la juste valeur	**25**	(10)
Valeur comptable	**2 808**	2 502
Rendement	**9,24%**	9,31%
Titres adossés à des créances mobilières	**672 099**	763 200

Aucun titre adossé à des créances mobilières n'a subi de perte de valeur au 30 juin ni au 31 mars 2012.

6. PRÊTS

Le tableau qui suit résume les prêts en cours. Les prêts à taux flottant sont classés selon la date d'échéance tandis que les prêts à taux fixe sont classés selon la date de révision ou d'échéance, selon la première éventualité.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant brut total	Provision collective cumulée	Provision individuelle cumulée	Provision cumulée totale	Montant net total
Rentables	760 741	3 119 690	11 169 329	15 049 760	(400 000)	-	(400 000)	14 649 760
Douteux	44 379	103 177	381 965	529 521	-	(206 092)	(206 092)	323 429
Prêts au 30 juin 2012	805 120	3 222 867	11 551 294	15 579 281	(400 000)	(206 092)	(606 092)	14 973 189

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant brut total	Provision collective cumulée	Provision individuelle cumulée	Provision cumulée totale	Montant net total
Rentables	810 970	3 006 795	10 980 890	14 798 655	(400 000)	-	(400 000)	14 398 655
Douteux	35 425	104 084	411 274	550 783	-	(210 167)	(210 167)	340 616
Prêts au 31 mars 2012	846 395	3 110 879	11 392 164	15 349 438	(400 000)	(210 167)	(610 167)	14 739 271

Provision cumulée pour pertes sur prêts

	30 juin 2012	31 mars 2012
Solde à l'ouverture de la période	**610 167**	774 676
Radiations	**(20 950)**	(134 609)
Effet de l'actualisation	**(3 357)**	(13 482)
Recouvrements et autres	**4 710**	21 817
	590 570	648 402
Pertes de valeur (renversement de pertes de valeur) sur prêts	**15 522**	(38 235)
Solde à la clôture de la période	**606 092**	610 167

Concentrations du total des prêts en cours

Répartition géographique		30 juin 2012		31 mars 2012
Terre-Neuve-et-Labrador	620 425	4,0%	606 044	3,9%
Île-du-Prince-Édouard	45 041	0,3%	44 778	0,3%
Nouvelle-Écosse	395 601	2,5%	404 124	2,6%
Nouveau-Brunswick	491 728	3,2%	486 004	3,2%
Québec	5 269 137	33,8%	5 142 378	33,5%
Ontario	4 360 393	28,0%	4 350 568	28,3%
Manitoba	392 854	2,5%	387 297	2,5%
Saskatchewan	388 424	2,5%	376 466	2,5%
Alberta	1 756 738	11,3%	1 691 419	11,0%
Colombie-Britannique	1 745 822	11,2%	1 751 039	11,5%
Yukon	83 643	0,5%	78 866	0,5%
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	29 475	0,2%	30 455	0,2%
Prêts en cours	15 579 281	100,0%	15 349 438	100,0%

Répartition par secteur d'activité		30 juin 2012		31 mars 2012
Fabrication	3 837 673	24,6%	3 866 503	25,2%
Commerce de gros et de détail	3 337 252	21,4%	3 318 302	21,6%
Tourisme	1 894 991	12,2%	1 864 383	12,1%
Immeubles commerciaux	1 707 752	11,0%	1 568 489	10,2%
Construction	1 209 565	7,8%	1 175 223	7,7%
Transport et entreposage	910 163	5,8%	900 074	5,9%
Services aux entreprises	669 444	4,3%	649 964	4,2%
Autres	2 012 441	12,9%	2 006 500	13,1%
Prêts en cours	15 579 281	100,0%	15 349 438	100,0%

7. PLACEMENTS DE FINANCEMENT SUBORDONNÉ

BDC détient un portefeuille de placements de Financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de Financement subordonné en cours selon leur date d'échéance. Les placements à taux flottant sont classés selon la date d'échéance, et les placements à taux fixe sont classés selon la date de révision ou d'échéance, selon la première éventualité.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 juin 2012	78 943	363 241	67 781	509 965	495 760
Au 31 mars 2012	77 091	329 875	61 555	468 521	457 369

Concentrations du total des placements de Financement subordonné

		30 juin 2012		31 mars 2012
Répartition géographique	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Terre-Neuve-et-Labrador	16 492	14 767	16 502	14 777
Nouvelle-Écosse	10 709	10 465	10 772	10 846
Nouveau-Brunswick	8 417	9 261	8 688	9 533
Québec	219 361	235 825	213 914	227 810
Ontario	152 292	151 417	129 839	128 273
Manitoba	8 545	7 972	8 578	8 005
Saskatchewan	492	483	555	546
Alberta	51 598	51 833	41 107	41 342
Colombie-Britannique	24 337	24 425	23 912	23 887
Yukon	3 517	3 517	3 502	3 502
Placements de Financement subordonné	495 760	509 965	457 369	468 521

		30 juin 2012		31 mars 2012
Répartition par secteur d'activité	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Fabrication	188 260	189 874	171 567	172 538
Services aux entreprises	98 715	109 379	92 202	101 061
Commerce de gros et de détail	80 483	77 012	77 746	74 037
Construction	28 154	28 696	29 176	29 038
Transport et entreposage	17 548	17 640	13 395	13 487
Tourisme	5 826	5 275	4 998	4 446
Technologies	3 983	6 381	3 691	6 563
Biotechnologie	1 522	1 215	1 521	1 215
Technologies industrielles	1 123	1 625	1 123	1 625
Autres	70 146	72 868	61 950	64 511
Placements de Financement subordonné	495 760	509 965	457 369	468 521

8. PLACEMENTS DE CAPITAL DE RISQUE

BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de Capital de risque axé principalement sur les entreprises à un stade précoce et à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Les concentrations et les types de placements de Capital de risque sont indiqués ci-dessous.

		30 juin 2012		31 mars 2012
Répartition par secteur d'activité	**Juste valeur**	**Coût**	Juste valeur	Coût
Technologies de l'information	**71 367**	**87 950**	71 844	89 426
Biotechnologie et pharmacologie	**58 963**	**94 481**	55 257	90 354
Électronique	**57 492**	**65 598**	52 578	59 876
Médecine et soins de santé	**39 046**	**54 739**	33 434	50 019
Communications	**35 189**	**44 760**	31 684	41 199
Industriel	**8 837**	**18 115**	8 870	17 765
Autres	**5 460**	**5 173**	5 414	5 173
Total des placements directs	**276 354**	**370 816**	259 081	353 812
Fonds	**113 086**	**128 369**	99 870	120 539
Placements de Capital de risque	**389 440**	**499 185**	358 951	474 351

		30 juin 2012		31 mars 2012
Type de placement	**Juste valeur**	**Coût**	Juste valeur	Coût
Actions ordinaires	**50 468**	**82 004**	49 112	81 223
Actions préférentielles	**174 932**	**230 531**	166 063	222 426
Titres d'emprunt	**50 954**	**58 281**	43 906	50 163
Total des placements directs	**276 354**	**370 816**	259 081	353 812
Fonds	**113 086**	**128 369**	99 870	120 539
Placements de Capital de risque	**389 440**	**499 185**	358 951	474 351

9. CAPITAL SOCIAL

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 $ chacune a été autorisé. Au 30 juin et au 31 mars 2012, il y avait 20 884 000 actions ordinaires en circulation.

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. De plus, le total du capital versé, du surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres (tels que les instruments hybrides de capital) ne peut en aucun cas dépasser 3 milliards de dollars. Au 30 juin 2012 et au 31 mars 2012, ainsi qu'au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2012, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada donne à BDC des lignes directrices concernant ses ratios de suffisance du capital. BDC est tenue de maintenir, dans l'ensemble, un capital et des provisions pour pertes suffisants pour lui permettre de résister aux conjonctures défavorables sans demander de capitaux supplémentaires au gouvernement. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2012, BDC s'est conformée à ses lignes directrices sur la suffisance du capital.

10. INFORMATIONS SECTORIELLES

BDC compte cinq secteursr, décrits ci-dessous, qui correspondent aux cinq secteurs d'activité de la Banque. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis et spécialisés avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada.
- **Financement subordonné** offre du financement souple par capitaux propres ou quasi-capitaux propres à des entreprises qui sont établies depuis longtemps pour soutenir des projets de croissance précis.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. BDC fait aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement de capital de risque.
- **Consultation** propose des services-conseils personnalisés en lien avec les activités commerciales.
- **Titrisation** achète des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Facilité canadienne de crédit garanti et du Fonds multicédant à vendeurs multiples pour petits émetteurs. Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-dessous.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme aux ratios de suffisance du capital proposés par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audité, en milliers de dollars canadiens)

Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le 30 juin 2012

	BDC	Financement	Financement subordonné	Capital de risque	Consultation	Titrisation
Produits d'intérêts	238 094	220 391	12 421	-	-	5 282
Charges d'intérêts	30 315	26 895	1 882	-	-	1 538
Produits (charges) d'intérêts nets	**207 779**	**193 496**	**10 539**	**-**	**-**	**3 744**
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(3 376)	-	(1 540)	(1 836)	-	-
Produits de Consultation	5 988	-	-	-	5 988	-
Frais et autres produits	9 224	3 399	4 688	1 058	-	79
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	2 067	283	-	1 784	-	-
Produits (perte) nets	**221 682**	**197 178**	**13 587**	**1 006**	**5 988**	**3 823**
Renversement de pertes de valeur (pertes de valeur) sur prêts	(15 522)	(15 522)	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	371	-	(3 075)	3 411	-	35
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	2 243	-	-	2 243	-	-
Profits (pertes) nets latents sur autres instruments financiers	(3 447)	(119)	-	(3 328)	-	-
Bénéfice (perte) avant charges opérationnelles et administratives	**205 327**	**181 537**	**10 612**	**3 332**	**5 988**	**3 858**
Salaires et avantages du personnel	64 784	52 353	4 145	3 104	4 860	322
Locaux et équipement	9 380	8 333	222	460	343	22
Autres charges	20 717	15 395	502	974	3 782	64
Charges opérationnelles et administratives	**94 881**	**76 081**	**4 869**	**4 538**	**8 985**	**408**
Bénéfice (perte) net	**110 446**	**105 456**	**5 743**	**(1 206)**	**(2 997)**	**3 450**
Bénéfice (perte) net attribuable :						
À l'actionnaire de BDC	110 262	105 456	5 435	(1 082)	(2 997)	3 450
Aux participations ne donnant pas le contrôle	184	-	308	(124)	-	-
Bénéfice (perte) net	**110 446**	**105 456**	**5 743**	**(1 206)**	**(2 997)**	**3 450**
Portefeuille des secteurs d'activité à la clôture de la période	**16 530 488**	**14 973 189**	**495 760**	**389 440**	**-**	**672 099**

Trimestre terminé le 30 juin 2011

	BDC	Financement	Financement subordonné	Capital de risque	Consultation	Titrisation
Produits d'intérêts	248 689	213 892	11 218	-	-	23 579
Charges d'intérêts	34 644	28 123	1 597	139	-	4 785
Produits (charges) d'intérêts nets	**214 045**	**185 769**	**9 621**	**(139)**	**-**	**18 794**
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	14 886	-	(2 821)	17 707	-	-
Produits de Consultation	5 816	-	-	-	5 816	-
Frais et autres produits	7 850	3 388	3 847	340	-	275
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	2 146	26	-	2 232	-	(112)
Produits (perte) nets	**244 743**	**189 183**	**10 647**	**20 140**	**5 816**	**18 957**
Renversement de pertes de valeur (pertes de valeur) sur prêts	37 734	37 734	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(16 350)	-	71	(16 426)	-	5
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	(1 374)	-	-	(1 374)	-	-
Profits (pertes) nets latents sur autres instruments financiers	1 706	3 159	-	(1 453)	-	-
Bénéfice (perte) avant charges opérationnelles et administratives	**266 459**	**230 076**	**10 718**	**887**	**5 816**	**18 962**
Salaires et avantages du personnel	60 786	48 382	3 108	4 089	4 824	383
Locaux et équipement	8 883	8 070	186	328	269	30
Autres charges	21 150	15 905	507	871	3 835	32
Charges opérationnelles et administratives	**90 819**	**72 357**	**3 801**	**5 288**	**8 928**	**445**
Bénéfice (perte) net	**175 640**	**157 719**	**6 917**	**(4 401)**	**(3 112)**	**18 517**
Bénéfice (perte) net attribuable :						
À l'actionnaire de BDC	173 860	157 719	4 909	(4 173)	(3 112)	18 517
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 780	-	2 008	(228)	-	-
Bénéfice (perte) net	**175 640**	**157 719**	**6 917**	**(4 401)**	**(3 112)**	**18 517**
Portefeuille des secteurs d'activité à la clôture de la période	**17 359 299**	**13 874 007**	**400 097**	**394 808**	**-**	**2 690 387**

11. ENGAGEMENTS

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés et les placements de Financement subordonné totalisent 1 796 385 $ au 30 juin 2012 (302 794 $ à taux fixe et 1 493 591 $ à taux flottant) et devraient être déboursés au cours des 12 prochains mois. Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré est de 4,81 % sur les engagements relatifs aux prêts (4,96 % au 31 mars 2012) et de 11,13 % sur les engagements de Financement subordonné (10,77 % au 31 mars 2012), excluant le rendement autre qu'en intérêts. Les tableaux suivants présentent les montants non déboursés sur les prêts autorisés et les placements de Financement subordonné selon la répartition géographique et la répartition par secteur d'activité.

Engagements selon la répartition géographique		30 juin 2012		31 mars 2012
Terre-Neuve-et-Labrador	69 173	3,8%	69 501	4,3%
Île-du-Prince-Édouard	3 243	0,2%	2 001	0,1%
Nouvelle-Écosse	43 642	2,4%	55 462	3,4%
Nouveau-Brunswick	28 094	1,6%	31 576	1,9%
Québec	528 277	29,4%	539 088	33,1%
Ontario	468 612	26,1%	432 113	26,5%
Manitoba	42 693	2,4%	30 346	1,9%
Saskatchewan	59 743	3,3%	28 825	1,8%
Alberta	340 702	19,0%	283 532	17,4%
Colombie-Britannique	208 533	11,6%	149 251	9,2%
Yukon	2 505	0,1%	4 532	0,3%
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 168	0,1%	1 863	0,1%
Total	1 796 385	100,0%	1 628 090	100,0%

Engagements selon le secteur d'activité		30 juin 2012		31 mars 2012
Fabrication	409 533	22,8%	406 462	25,0%
Commerce de gros et de détail	267 202	14,9%	252 503	15,5%
Tourisme	238 693	13,3%	231 847	14,2%
Construction	183 108	10,2%	164 553	10,1%
Immeubles commerciaux	140 346	7,8%	131 969	8,1%
Services	255 742	14,2%	221 334	13,6%
Transport et entreposage	90 075	5,0%	86 272	5,3%
Mines et services publics	92 867	5,2%	59 646	3,7%
Autres	118 819	6,6%	73 504	4,5%
Total	1 796 385	100,0%	1 628 090	100,0%

Les montants non déboursés sur les placements autorisés de Capital de risque s'élèvent à 258 975 $ au 30 juin 2012 et sont liés aux secteurs d'activité ci-dessous.

Secteur d'activité		30 juin 2012		31 mars 2012
Biotechnologie et pharmacologie	10 232	4,0%	9 359	3,6%
Médecine et soins de santé	5 203	2,0%	6 372	2,4%
Électronique	4 765	1,8%	765	0,3%
Industriel	650	0,3%	1 000	0,4%
Communications	303	0,1%	3 415	1,3%
Total des placements directs	21 153	8,2%	20 911	8,0%
Fonds	237 822	91,8%	240 192	92,0%
Placements de Capital de risque	258 975	100,0%	261 103	100,0%

Les montants non déboursés des titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissent à 272 000 $ au 30 juin 2012 (354 000 $ au 31 mars 2012).

Par ailleurs, BDC a des engagements minimums exigibles en vertu des contrats de location-exploitation de locaux.

12. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2012, BDC a 11 354,6 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 1 348,5 millions de dollars de billets à long terme, souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances (11 197,8 millions de dollars de billets à court terme et 1 363,6 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2012).

Les intérêts courus sur emprunts comprennent 5,0 millions de dollars à payer au ministre des Finances au 30 juin 2012 (4,7 millions de dollars au 31 mars 2012).

BDC a comptabilisé des charges d'intérêts, qui se rapportent aux emprunts auprès du ministre des Finances, de 29,2 millions de dollars au premier trimestre (30,3 millions de dollars pour la même période l'an dernier).

De plus, aucun emprunt auprès du ministère des Finances n'a été racheté au cours de l'exercice 2013. Certains emprunts ont été rachetés au cours de la même période de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une perte nette réalisée de 0,1 million de dollars.

BDC est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. BDC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

Banque de développement du Canada
Siège social
5, place Ville-Marie, bureau 300
Montréal (Québec) H3B 5E7
T 1 877 BDC-BANX (232-2269)
F 1 877 329-9232

Pour en savoir plus sur nos centres d'affaires, visitez **www.bdc.ca**